

## COMPTE-RENDU SUCCINCT DE LA SEANCE DU CNO DU 19 SEPTEMBRE 2018

Le conseil national d'orientation dûment convoqué s'est réuni le mercredi 19 septembre 2018 sous la présidence d'Hélène BROCC.

Outre la présidente, la délégation était composée de **Gisèle LE MAREC** siégeant en qualité de première suppléante de Josiane TOURAINE, titulaire du siège empêchée.

### Plusieurs dossiers figuraient à l'ordre du jour notamment :

- Une présentation en deux temps par la directrice de la formation et le directeur de l'évaluation de la démarche de mise en œuvre de l'élaboration de l'offre 2018 portant sur son cadrage et son périmètre, les tendances observées feront, quant à elles, l'objet d'un second exposé prévu pour la séance du 19 novembre
- **Deux études régionalisées** commentées par le responsable de l'Observatoire ont présenté une cartographie de l'emploi pour les territoires de la Nouvelle Aquitaine et de la Réunion.

#### **Quelques éléments clés pour la Nouvelle Aquitaine :**

Une fonction publique territoriale proportionnellement plus importante que dans les deux autres versants ; des effectifs conséquents dans les services liés à la solidarité, la cohésion sociale et à la santé.

Une forte composante de fonctionnaires relevant pour moitié de la filière technique, des métiers territoriaux en évolution : dans les domaines de l'éducation ou l'environnement.

Une pyramide des âges élevée chez les agents permanents.

#### **Des préoccupations RH très variées :**

Mise en place de nouveaux outils RH tels que le CPF, plan de formation ou GPEEC.

#### **Une opportunité démographique**

Dans les 7 prochaines années, on prévoit une moyenne annuelle de plus de 5 800 départs à la retraite qui offrent à la Nouvelle Aquitaine une possibilité de renouvellement de ses effectifs.

L'investissement formation reste modeste au regard des enjeux et défis RH

Une majorité de collectivités et établissements se contente de remplir les strictes obligations réglementaires en matière de formation et de développement des compétences.

À noter une hausse des intentions de recours à la formation sur les trois prochaines années pour la région et une majorité de petites et grandes communes.

Les métiers clefs de l'aide à domicile et de l'animation devraient connaître une hausse de leurs effectifs dans les années à venir mais semblent peu prioritaires en termes de formation.

On notera que le métier d'assistant de gestion administrative impacté par les transformations numériques, ainsi que les agents polyvalents de restauration semblent faire l'objet d'une meilleure prise en compte.

#### **Pour la Réunion les éléments significatifs révèlent :**

Un poids prépondérant de l'emploi territorial à la Réunion. Contrats aidés et agents contractuels sont surreprésentés tandis que le taux d'encadrement est inférieur à la moyenne nationale.

D'ici dix ans, un agent sur deux aura atteint l'âge de la retraite.

Parmi les plus représentés, plusieurs métiers présentent des facteurs de fragilités (difficultés de reclassement, pénibilités, en déclin etc.) agents polyvalents de restauration, chargés de propreté des locaux, jardinier ou encore ouvrier de maintenance des bâtiments.

#### **Des préoccupations RH très variées et des niveaux de déploiement des politiques RH très contrastés**

Une opportunité démographique à saisir

Dans la prochaine décennie, plus de 1 000 départs annuels moyens à la retraite sont prévus.

L'investissement formation reste modeste au regard des enjeux et défis en matière de ressources humaines

Une majorité de collectivités et établissements se contente de remplir strictement leurs obligations réglementaires en matière de formation et de développement des compétences.

On notera néanmoins une hausse des intentions de recourir à la formation sur les trois prochaines années pour la région et les grandes collectivités et établissements.

- **Projet de conventions** permettant au CNFPT d'engager ou de renouveler sa collaboration avec les partenaires institutionnels suivants :
  - Le Ministère de la transition écologique et solidaire, le Haut-Commissariat à l'économie sociale et solidaire et l'innovation sociale (HCESSIS) afin de développer une offre de formation en direction des agents territoriaux engagés dans ce domaine via leurs collectivités
  - L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) afin de développer auprès des agents territoriaux une offre de formation commune dans les domaines de la transition énergétique, de l'économie circulaire
  - La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) pour la formation des personnes chargées de la protection des données
  - Le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) pour la participation du CNFPT à des actions de coopération en bi ou multilatérale dans les zones de la francophonie ou du bassin méditerranéen, pour des domaines relevant de l'ingénierie de formation et de l'expertise en matière de décentralisation
  - L'agence EXPERTISE France, opérateur du MEAE, pour la mise en œuvre de son action internationale

Tous les projets de conventions proposés ont fait l'objet d'un vote à l'unanimité